

# La réponse palestinienne à l'annonce des États-Unis de la reconnaissance de Jérusalem comme la capitale d'Israël

L'initiative illégale et anti-palestinienne de l'administration Trump inverse des décennies de politique officielle étatsunienne concernant Jérusalem et contredit le consensus international. La politique de Trump sur la Palestine souligne qu'il est plus que temps que le monde fasse concrètement pression sur Israël pour qu'il respecte les droits des Palestiniens en soutenant notre lutte pour nos droits et notre dignité.

5 Décembre 2017 – La nouvelle vient de paraître que le président Trump prévoit de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, et qu'il annoncerait sa décision demain.

Alors que nous attendons l'annonce officielle, nous imaginons déjà les potentielles répercussions. Toutes les factions palestiniennes ont appelé à des journées de protestations de masse.

Le Comité National BDS palestinien (BNC), la plus grande coalition de la société civile palestinienne, dirige le mouvement mondial de BDS pour les droits des Palestiniens, a déclaré :

Le projet déclaré du président étatsunien Donald Trump de reconnaître Jérusalem occupée comme la "capitale d'Israël" est une tentative épouvantable de la part d'une administration étatsunienne xénophobe et raciste, dont la propre légitimité est au mieux précaire, de donner une légitimité au contrôle

illégal de la ville par Israël. L'initiative illégale et anti-palestinienne de l'administration Trump inverse des décennies de politique officielle étatsunienne concernant Jérusalem et contredit le consensus international.

Les Palestiniens, soutenus par l'absolue majorité du monde arabe et par des millions de personnes de conscience à travers le monde, n'accepteront pas cette dernière soumission au programme extrémiste d'Israël. Nous devons persister à obtenir nos droits prévus par l'ONU et à mettre fin au régime d'occupation, au colonialisme de peuplement et à l'apartheid israéliens grâce à la résistance populaire et au mouvement international de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS).

Comme Dr. Hanan Ashrawi, s'exprimant pour l'Organisation de Libération de la Palestine, l'a dit, l'administration Trump "est en train de saper l'état de droit international, ainsi que la réputation, la sécurité et les intérêts américains à travers le monde."

Cette reconnaissance serait, jusqu'alors, la forme de complicité la plus grave de l'administration au renforcement du régime d'apartheid israélien à Jérusalem et à l'accélération de son nettoyage ethnique des indigènes Palestiniens de leur ville.

Cela encourage le gouvernement israélien et les colons illégaux à voler et à détruire davantage de maisons palestiniennes, à exproprier davantage de terre palestinienne et à révoquer les droits davantage de Palestiniens qui sont chez eux à Jérusalem.

Cette dernière initiative de l'administration Trump encourage également Israël à continuer d'empêcher la plupart des Palestiniens des territoires occupés d'entrer dans Jérusalem occupée, y compris pour nous rendre sur nos lieux saints musulmans et chrétiens dans la Vieille Ville, rendre visite à

nos familles et amis, avoir accès à des soins médicaux, et faire des affaires. Cette initiative rend légitime la séparation de nombreux Palestiniens de l'un de leurs cœurs culturels, spirituels et politiques.

Cela démontre encore davantage les liens étroits et la vision fanatique du monde entre l'actuelle et irrationnelle administration étatsunienne et son homologue israélienne d'extrême droite. Les deux administrations incitent au racisme et à la xénophobie et les exploitent et craignent pour leurs intérêts politiques. Cela alimente également la croyance des Israéliens d'extrême droite, y compris les élu.e.s du gouvernement, qu'ils peuvent continuer de régner indéfiniment sur des millions de Palestinien.ne.s sans leur accorder liberté ni droit.

La politique de Trump sur la Palestine souligne l'importance vitale du mouvement BDS pour obtenir la liberté, la justice et l'égalité des Palestinien.ne.s.

Pendant des décennies, les Etats-Unis ont soutenu, excusé et préservé Israël de rendre des comptes pour sa politique de nettoyage ethnique des Palestinien.ne.s, volant notre terre pour y construire des colonies réservées aux Juifs, et niant aux Palestiniens leurs droits devant le droit international à Jérusalem et ailleurs.

Alors qu'il s'engage à financer les agressions militaires et les crimes de guerre d'Israël à hauteur de 38 milliards de dollars sur 10 ans, le gouvernement étatsunien continue de restreindre les financements sociaux pour l'éducation, la santé, l'emploi, la protection de l'environnement et autres besoins de base aux Etats-Unis. Ces graves restrictions affectent les populations les plus marginalisées du pays, particulièrement les personnes de couleur. Ce qui souligne encore davantage le besoin urgent de connecter la lutte palestinienne pour la libération aux luttes pour la justice raciale, sociale, économique et environnementale aux Etats-

Unis et au-delà.

Il est plus que temps que le monde fasse concrètement pression sur Israël pour qu'il respecte les droits des Palestiniens en soutenant notre lutte pour les droits et la dignité.

Rappels :

- Jérusalem Est est reconnue par les Nations Unies comme une partie indissociable du territoire palestinien occupé, et aucun autre état dans le monde ne reconnaît Jérusalem (Est ou Ouest) comme étant la capitale d'Israël.
- L'annexion par Israël de Jérusalem Est est illégale selon le droit international. Lorsqu'Israël fit passer en 1980 une Loi Fondamentale qui déclarait Jérusalem, "complète et unie," "capital d'Israël," le Conseil de Sécurité de l'ONU adopta la Résolution 476 déclarant que les "mesures qui ont altéré le caractère géographique, démographique et historique ainsi que le statut de la Ville Sainte de Jérusalem sont nulles et non avenues et constituent une violation flagrante de la Quatrième Convention de Genève relative à la Protection des Personnes Civiles en Temps de Guerre et constitue également une obstruction grave à l'instauration d'une paix d'ensemble, juste et durable au Moyen-Orient."
- La Résolution 181 (II) de l'Assemblée Générale de l'ONU désigne Jérusalem comme un tout et ses environs comme "un corpus separatum sous un régime international spécial," administré par l'ONU.
- Depuis qu'il occupe militairement Jérusalem Est en 1967, Israël a dépouillé plus de 14 000 Palestiniens jérusalémites de leur droit à vivre dans leur ville natale. Israël a réclamé la ville et annexé sa partie Est lors d'une initiative maintes fois condamnée et jugée illégale par les Nations Unies et la communauté internationale. Israël délivre rarement à des Palestiniens les permis nécessaires pour pouvoir

construire dans la ville, et soumet les Palestiniens à des pratiques violentes et racistes et à une discrimination généralisée quand il s'agit d'éducation et autres services municipaux.

*Le Comté National BDS palestinien (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits de Palestiniens.*

Source: BNC

Traduction: L.Gr pour BDS France